

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 112

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre - 1° dicembre 2004)

—————

Raccomandazione n. 751
sulla stabilità e la sicurezza nel Caucaso meridionale

—————
Annunziata il 27 gennaio 2005
—————

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA
SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre - 1° dicembre 2004)**

Raccomandazione n. 751

Sulla stabilità e la sicurezza nel Caucaso meridionale

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Saluant l'intention de l'actuel gouvernement géorgien de rétablir l'Etat de droit, de réduire la corruption et de s'attaquer à tous les autres problèmes qui, depuis l'indépendance en 1991, font obstacle à la mise sur pied d'institutions étatiques viables et ruinent toute perspective réaliste d'intégration du pays dans les structures européennes;

(ii) Consciente qu'il importe, pour la stabilité et la sécurité à long terme de la Géorgie, que le gouvernement central reprenne le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du

Sud, mais considérant qu'il est sans doute trop tôt pour induire des changements déterminants dans ces régions et que les priorités actuelles doivent être la restructuration des institutions étatiques et la réimposition de l'Etat de droit sur le territoire contrôlé par le gouvernement;

(iii) Considérant que, d'ici là, l'Union européenne, la Fédération de Russie et les Etats-Unis, de concert avec l'OSCE et le Conseil de sécurité des Nations unies, doivent s'efforcer vigoureusement de préparer le terrain en vue d'un futur règlement global et pacifique des conflits en Abkhazie et en Ossétie;

(iv) Notant que la Russie n'a pas encore retiré ses troupes de ses bases militaires résiduelles en Géorgie, comme elle avait accepté de le faire à Istanbul en novembre 1999 et qu'elle maintient des liens étroits avec les dirigeants d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud;

(v) Estimant par conséquent qu'il appartient tout particulièrement à la Russie, vu son attachement à un gouvernement central fort, de tout faire pour aider à consolider la stabilité et la sécurité en Géorgie, en évitant ainsi les contradictions d'une politique qui tend à soutenir des régions dissidentes dans des pays voisins;

(vi) Notant que le Représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud pourrait jouer lui aussi un rôle dans la promotion de relations de bon voisinage entre la Géorgie et la Russie;

(vii) Considérant que le gouvernement arménien doit encore introduire un certain nombre de réformes essentielles qui permettront d'instituer une bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité démocratique, sans oublier l'Etat de droit;

(viii) Déplorant que plus d'un an après les dernières élections législatives, l'opposition refuse toujours de participer aux débats parlementaires, et qu'elle ait très peu l'occasion de faire connaître ses vues auprès du grand public grâce aux médias électroniques;

(ix) Sachant que le problème non réglé du Haut-Karabakh et l'occupation par l'Arménie de 20 % environ du territoire de l'Azerbaïdjan dominant toujours la scène intérieure en Arménie et influent sur sa politique étrangère, entraînant des conséquences dans l'ensemble néfastes pour le développement social, économique et politique dont le pays a tant besoin;

(x) Regrettant que, pour un certain nombre de raisons dues notamment à

l'histoire et aux affinités ethniques, les relations bilatérales entre l'Arménie et la Turquie semblent toujours dans l'impasse, aucune des deux parties n'ayant le courage de faire le premier pas alors qu'il serait dans l'intérêt de la région tout entière que la frontière soit ouverte entre ces deux pays pour favoriser le développement économique et rétablir la confiance mutuelle;

(xi) Considérant que si l'Azerbaïdjan veut atteindre la stabilité et un niveau de développement économique harmonieux à plus long terme, il devra mettre l'accent sur la transparence et la responsabilisation de ses systèmes politique et socio-économique, compte tenu notamment de la préférence manifestée par les dirigeants actuels pour le maintien de structures étatiques laïques en territoire musulman;

(xii) Reconnaissant que les gisements pétroliers jouent un rôle déterminant dans l'expansion économique de l'Azerbaïdjan, mais regrettant que seule une proportion relativement réduite de sa population puisse jouir de cette nouvelle richesse et que le gouvernement n'aille pas suffisamment loin sur la voie de la modernisation et de la poursuite du développement d'autres secteurs économiques afin de rendre le pays moins vulnérable aux crises dans le secteur énergétique;

(xiii) Regrettant que dix ans après la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, le conflit du Haut-Karabakh ne soit toujours pas réglé, en dépit des nombreuses tentatives multilatérales et bilatérales de négocier une solution pacifique, et consciente du fait que ce problème constitue l'obstacle majeur à la coopération régionale, qui doit jouer un rôle essentiel;

(xiv) Considérant que les alliés de tous bords dans ce conflit pendant doivent faire le maximum pour empêcher que l'impasse actuelle n'encourage des tentatives d'imposer une solution par la force, au risque de déclencher une course aux armements dans la région;

(xv) Estimant que les dirigeants arméniens et azerbaïdjanais devront s'employer à préparer l'opinion publique à accepter un règlement pacifique prévoyant des concessions de part et d'autre, ce qui aboutirait à terme à la consolidation de la stabilité et du développement économique dans toute la région;

(xvi) Consciente que pour l'UE, les pays du Caucase du Sud ont intrinsèquement une importance stratégique en tant que charnières entre différentes cultures, voies de transit pour l'approvisionnement énergétique et points de passage vers l'Asie centrale;

(xvii) Saluant, par conséquent, la décision prise par le Conseil européen d'inclure ces pays dans sa politique européenne de voisinage, et attendant avec intérêt les plans d'action de la Commission européenne, qui devront comporter des mesures d'incitations aux réformes et contribuer à la stabilité régionale;

(xviii) Considérant qu'il serait prématuré d'envisager un Pacte de stabilité dans la région du Caucase alors que les conflits en Abkhazie, en Ossétie du Sud et dans le Haut-Karabakh ne sont toujours pas résolus;

(xix) Considérant qu'en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie:

la stabilité serait considérablement renforcée par une transparence, une efficacité et une responsabilisation accrues des institutions publiques;

la lutte contre la corruption devrait être une priorité, étant donné que des succès manifestes dans ce domaine contribueraient plus que tout à stabiliser la société et à attirer les investisseurs étrangers;

il reste beaucoup à faire pour garantir la liberté et l'indépendance de la presse et des médias électroniques;

le développement d'un système judiciaire conforme aux normes européennes

est essentiel à l'évolution de la société civile et à une économie saine;

(xx) Consciente du fait que le Traité sur les forces conventionnelles en Europe est une des pierres angulaires de la sécurité de l'Europe, et déplorant que de grandes quantités d'équipements limités par le Traité soient toujours introuvables en Abkhazie et dans le Haut-Karabakh;

(xxi) Se félicitant de l'engagement des pays du Caucase du Sud dans le programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN, mais regrettant que les partenaires ne s'acquittent pas toujours de leurs obligations à ce titre;

(xxii) Espérant que la Russie se rendra compte que la stabilité dans la région du Caucase du Sud va dans son intérêt et qu'elle sera prête à apporter une contribution positive au règlement des conflits qui persistent dans les régions séparatistes,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE

1. A continuer de donner la primauté à une solide action européenne multidimensionnelle, s'appuyant sur tous les instruments disponibles, afin d'accroître la prospérité, la stabilité et la sécurité de l'ensemble du Caucase du Sud;

2. A faire le maximum pour empêcher l'Arménie et l'Azerbaïdjan de se lancer dans une course aux armements pour tenter de régler le conflit du Haut-Karabakh par la force ou par la menace du recours à la force;

3. A élaborer un plan d'action pour aider les peuples des deux pays à comprendre que les relations entre voisins doivent être fondées sur les concepts de coopération et de règlement pacifique des conflits;

4. A convaincre les gouvernements arménien, azerbaïdjanais et géorgien que les priorités de l'action gouvernementale doivent être le développement d'institutions étatiques efficaces et transparentes, et de la gouvernance démocratique, ainsi que l'établissement de l'Etat de droit et la lutte contre la corruption.

5. A continuer d'insister pour qu'à la fin de l'actuelle décennie, la centrale nucléaire de Medzamor soit mise hors service en Arménie, tout en déployant un

maximum d'efforts pour que le pays puisse disposer d'une centrale utilisant des énergies alternatives;

6. D'inciter la Turquie à conduire une action positive pour la stabilité dans le Caucase du Sud qui se traduise, entre autres, par la réouverture progressive des frontières avec l'Arménie, tout en rappelant à cette dernière qu'elle doit reconnaître la frontière existante avec la Turquie, telle que définie par l'Accord international de Kars de 1921.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 751
Sulla stabilità e la sicurezza nel Caucaso meridionale**

L'ASSEMBLEA,

(i) Accogliendo con favore l'intenzione dell'attuale governo della Georgia di ripristinare lo stato di diritto, ridurre la corruzione ed affrontare tutti gli altri problemi che, dopo l'indipendenza, acquisita nel 1991, hanno ostacolato la creazione di istituzioni valide ed ogni prospettiva realistica d'integrazione del Paese nelle strutture europee;

(ii) Consapevole che per la stabilità e per la sicurezza della Georgia nel lungo periodo è importante la riacquisizione del controllo sull'Abkhazia e l'Ossezia meridionale, ma ritenendo che i tempi possano non essere maturi per l'introduzione di cambiamenti rilevanti in quelle aree e che il riassetto delle istituzioni statali e il ripristino dello stato di diritto nei territori sotto il controllo governativo debbano oggi rappresentare le principali priorità;

(iii) Considerato che, nel contempo, Unione Europea, Federazione Russa e Stati Uniti, unitamente all'OSCE ed al Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite dovrebbero approfondire uno sforzo costante per aprire la strada ad una soluzione generale e pacifica dei conflitti in Abkhazia ed Ossezia;

(iv) Rilevando come la Russia non abbia ancora ritirato le proprie truppe dalle basi militari che ancora conserva in Georgia, come aveva invece accettato di fare ad Istanbul nel novembre del 1999 e continui

ad intrattenere rapporti stretti con la classe dirigente di Abkhazia ed Ossezia meridionale;

(v) Considerato pertanto che, data la sua insistenza sull'autorità del governo centrale nelle questioni interne, la Russia ha la precisa responsabilità di agire in funzione del consolidamento della stabilità e della sicurezza in Georgia, evitando quindi le incoerenze di una politica di sostegno dei territori secessionisti nei paesi vicini;

(vi) Rilevando che anche il Rappresentante Speciale per il Caucaso meridionale dell'UE potrebbe contribuire alla promozione di relazioni di buon vicinato tra Georgia e Russia;

(vii) Considerato che il governo dell'Armenia non ha ancora varato alcune importanti riforme volte ad istaurare condizioni di buon governo, trasparenza e senso di responsabilità, oltre allo stato di diritto;

(viii) Rammaricandosi del fatto che, a più di un anno dalle ultime elezioni parlamentari, l'opposizione si rifiuti ancora di prendere parte ai lavori parlamentari ed, inoltre, abbia pochissime possibilità di far conoscere il proprio pensiero all'opinione pubblica con mezzi elettronici;

(ix) Consapevole che il problema irrisolto del Nagorno-Karabakh ed il fatto che l'Armenia occupi il 20% circa del territorio dell'Azerbaijan, dominano la politica in-

terna e le relazioni esterne dell'Armenia, con conseguenze profondamente negative per lo sviluppo socio-economico e politico del paese, peraltro assolutamente necessario;

(x) Rammaricandosi del fatto che, per una serie di ragioni, tra cui l'affinità etnica ed il corso della storia, le relazioni bilaterali tra Armenia e Turchia sembrano trovarsi ad un punto morto e nessuna delle due parti è in grado di compiere un primo passo coraggioso, mentre sarebbe nell'interesse dell'intera area l'apertura delle frontiere tra i due paesi, con effetti positivi sullo sviluppo economico e la ricostruzione della fiducia reciproca;

(xi) Considerato che, se l'Azerbaijan desidera raggiungere la stabilità ed uno sviluppo economico equilibrato sul lungo periodo, i sistemi socio-economico e politico del paese devono diventare più trasparenti e responsabili, soprattutto considerato il favore di cui gode presso l'attuale classe di governo il mantenimento di strutture statali laiche in un territorio musulmano;

(xii) Riconoscendo che i campi petroliferi dell'Azerbaijan rappresentano un fattore di grande rilevanza per lo sviluppo economico del Paese, ma rammaricandosi del fatto che soltanto una piccola parte della popolazione possa godere di queste nuove ricchezze e che il governo non stia facendo abbastanza per la modernizzazione e lo sviluppo di altri settori dell'economia, in modo da rendere il Paese meno vulnerabile dinanzi alle crisi energetiche;

(xiii) Rammaricandosi del fatto che, a dieci anni dalla firma dell'accordo di cessate il fuoco, il conflitto per il Nagorno-Karabakh resti irrisolto, nonostante le numerose iniziative multilaterali e bilaterali volte al raggiungimento di una soluzione pacifica dello stesso; consapevole altresì che questo costituisce l'ostacolo maggiore sulla strada di una cooperazione regionale vitale;

(xiv) Considerato che gli alleati di tutte le parti coinvolte in questo conflitto insoluto dovrebbero adoperarsi per evitare che l'attuale situazione di stallo induca al tentativo d'imporre una soluzione con la forza, con il conseguente rischio di una corsa agli armamenti;

(xv) Considerato che sia la classe dirigente armena, sia quella azera dovranno adoperarsi in maniera decisa per preparare l'opinione pubblica ad accettare una soluzione pacifica, che darebbe e toglierebbe qualcosa ad ambo le parti e che condurrebbe ad una maggiore stabilità e allo sviluppo economico di tutta l'area;

(xvi) Consapevole del fatto che i paesi del Caucaso meridionale rivestono, di per sé, un'importanza strategica per l'UE, in quanto punto d'incontro tra culture diverse, terreno di transito dei rifornimenti energetici e porta d'accesso all'Asia centrale;

(xvii) Accogliendo, quindi, con favore la decisione del Consiglio Europeo di integrarli nella Politica Europea di Vicinato ed i piani d'azione specifici della Commissione Europea che dovrebbero incentivare le riforme e dare un contributo alla cooperazione regionale;

(xviii) Considerando prematuro prendere in considerazione un patto di stabilità per l'area caucasica finché i conflitti in Abkhazia, Ossezia meridionale e Nagorno-Karabakh restano aperti;

(xix) Considerato che in Armenia, Azerbaijan e Georgia:

si rafforzerebbe notevolmente la stabilità aumentando la trasparenza, l'efficacia e il senso di responsabilità delle istituzioni pubbliche;

la lotta alla corruzione dovrebbe costituire una priorità, poiché successi visibili in questo ambito contribuirebbero più di ogni altra cosa a stabilizzare la società ed attrarre investitori stranieri;

rimane ancora molto lavoro da fare per garantire libertà ed indipendenza alla stampa e ai media elettronici;

l'istituzione di un ordinamento giudiziario in conformità con il modello di riferimento europeo è essenziale per lo sviluppo della società civile e di un'economia sana;

(xx) Consapevole del fatto che il Trattato Sulle Forze Convenzionali in Europa rappresenti una delle pietre miliari della sicurezza europea e rammaricandosi che in Abkhazia ed in Nagorno-Karabakh sfuggano ancora ad ogni controllo ingenti quantità di equipaggiamenti limitati dal trattato;

(xxi) Accogliendo con favore il coinvolgimento dei paesi del Caucaso meridionale nel programma Partnership per la Pace della NATO, ma rammaricandosi del fatto che non sempre i partner tengono fede agli impegni assunti dal loro partenariato;

(xxii) Sperando che la Russia cambi opinione, accetti l'idea che la stabilità del Caucaso meridionale è nel suo interesse e sia pronta a dare un contributo positivo alla composizione dei conflitti ancora in corso nelle diverse zone secessioniste,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE L'UNIONE EUROPEA A:

1. Mantenere una forte iniziativa europea pluridimensionale, utilizzando tutti gli strumenti disponibili, tra le priorità più urgenti per la regione, in modo da contribuire all'aumento della prosperità, al

rafforzamento della stabilità e della sicurezza di tutto il Caucaso meridionale;

2. Compiere ogni sforzo possibile per evitare che Armenia ed Azerbaijan diano il via ad una corsa agli armamenti nel tentativo di trovare una soluzione al conflitto per il Nagorno-Karabakh facendo ricorso alla forza o servendosi della minaccia dell'uso della forza;

3. Mettere a punto un piano d'azione volto ad aiutare le popolazioni di entrambi i paesi a capire che i rapporti tra vicini dovrebbero fondarsi su principi di cooperazione e di soluzione pacifica dei conflitti;

4. Convincere i governi di Armenia, Azerbaijan e Georgia che le priorità immediate dell'azione di governo sono costituite dall'ulteriore sviluppo di istituzioni statali efficienti e trasparenti e della *governance* democratica, dall'instaurazione dello stato di diritto e dalla lotta alla corruzione;

5. Continuare ad insistere sulla chiusura, entro la fine di questo decennio, della centrale nucleare di Medzamor, in Armenia, facendo tutto il possibile per contribuire a dotare il Paese di una centrale alternativa;

6. Incoraggiare la Turchia ad operare in maniera costruttiva per la stabilità del Caucaso meridionale, tra l'altro attraverso la progressiva riapertura dei suoi confini con l'Armenia, ricordando allo stesso tempo all'Armenia che deve riconoscere gli attuali confini con la Turchia come definiti dall'Accordo internazionale di Kars del 1921.

